

Le projet de l'UMP est téléchargeable là : [http : //www.projet-ump.fr/wp-content/uploads/2011/07/ump_convention_immigration.pdf](http://www.projet-ump.fr/wp-content/uploads/2011/07/ump_convention_immigration.pdf)

(Analyse de Mediapart en fin d'article)

Mediapart

À la convention UMP sur l'immigration, militants et élus se lâchent

07 juillet 2011 | Par [Marine Turchi](#) et [Carine Fouteau](#)

Jeudi matin à l'Assemblée nationale, lorsque s'est ouverte la convention de l'UMP sur « les défis de l'immigration », destinée à « *préparer la plateforme présidentielle de l'UMP (...) dans laquelle le candidat piochera* » (*dixit* Jean-François Copé), la contribution du parti était [déjà en ligne](#) sur le site du mouvement. Vingt-trois propositions pour durcir la politique migratoire ([lire notre décryptage page 4](#)).

En vérité, cette convention, voulue par le secrétaire général de l'UMP, visait surtout à satisfaire l'aile droite du parti, qui s'estime négligée par le recentrage de Nicolas Sarkozy. Dans les faits, ce colloque a servi d'exutoire à des militants et élus locaux UMP très remontés. Récit d'une matinée qui a tourné à la foire d'empoigne.

Salle Victor Hugo, le 7 juillet. © M. Turchi

« Aborder cette question difficile et sensible de l'immigration (...) de façon sereine », « faire divorcer idéologie et immigration », laisser le thème de « l'intégration » de côté car « on (en) parlera une autre fois ». D'entrée, Jean-François Copé, a voulu fixer les règles du jeu.

Sur l'estrade, dix-huit intervenants. Des économistes, un démographe, une professeure de droit, des membres du Haut conseil à l'intégration, des ambassadeurs, des députés UMP... Des intervenants qui ont en commun d'être d'accord entre eux. Pour brouiller les pistes, Jean-François Copé a donc décidé d'inviter deux représentants de la Cimade et de la Ligue internationale contre le

racisme et l'antisémitisme (Licra). « *Le MEDEF n'a pas accepté notre invitation* », précise la députée (copéiste) Valérie Rosso-Debord, chargée de la préparation du projet présidentiel avec Bruno Lemaire, et animatrice de la convention.

Dans la salle, on aperçoit les anciens ministres Éric Woerth et Rachida Dati, les députés Étienne Pinte (Yvelines) et Philippe Cochet (Rhône), mais surtout les parlementaires de la Droite populaire, l'aile droitière du parti : Thierry Mariani, leur chef de file et ministre des transports, Lionnel Luca (qui a finalement réintégré son poste de secrétaire national à l'immigration - [lire notre article du 6 juillet](#)), Claude Goasguen (rapporteur de la mission d'information parlementaire sur le droit de la nationalité, qui avait proposé de limiter le nombre de doubles nationalités) et Jacques Myard.

Le débat débute sur un quart d'heure d'autosatisfaction. L'UMP est le « *parti des réformes* », rappelle Copé, celui qui aborde les « *vrais* » problèmes : « *l'immigration* » et « *l'équilibre des droits et des devoirs* ». Dès la première minute, le patron de l'UMP fustige le « *double discours* » d'un parti socialiste qui d'un côté « *critique notre politique d'immigration* » et de l'autre « *fait évacuer (à Paris) un gymnase occupé par des migrants tunisiens par les CRS* ». Son analyse à lui, l'ancien patron des députés UMP l'a livrée à travers une métaphore. « *On ne peut pas mettre 1,5 litre d'eau dans une bouteille d'un litre.* »

Emmanuel Rivière, directeur du département Stratégies d'opinion de la Sofres, introduit le débat. « *L'immigration est loin d'être une préoccupation majoritaire pour les Français, mais pose un problème à une part croissante de nos compatriotes. La moitié d'entre eux pensent qu'il y a trop d'immigrés* », explique-t-il. « *Vous habitez dans un pays qui est parmi les plus généreux au monde* », fait remarquer le copéiste Philippe Cochet, député du Rhône, rapporteur du budget de l'immigration. De nombreux « *Hélas !* » fusent de la salle. Derrière nous, deux retraités UMP pestent et sympatisent en commentant les échanges à haute voix. Dans le siège d'à côté, la femme de l'un d'eux s'est endormie et ronfle bruyamment.

Philippe Cochet poursuit. « *Si nous voulons continuer à être un pays d'accueil, il faut limiter les flux. (...) Le droit de recours à l'asile ne doit pas être un instrument d'immigration illégale* », prévient-il. Bémol du député gaulliste Étienne Pinte, sensibilisé de longue date aux questions d'asile : « *Le statut de réfugié politique n'est accordé qu'à 30 % des demandeurs.* »

« *La vache à lait va finir par crever !* » fulmine le retraité pendant l'intervention de l'ambassadeur du Bénin en France. « *Le codéveloppement, c'est de l'argent passé par les fenêtres* », juge-t-il plus tard.

« C'est la colonisation à l'envers ! »

À l'applaudimètre, c'est Rachida Dati qui l'emporte. L'ancienne garde des Sceaux, qui s'est [rapprochée de Jean-François Copé](#) depuis sa mise au placard par l'Élysée, fait son show sur l'estrade. « *On a laissé croire que le droit à la différence, développé par SOS Racisme, créerait des droits différents. Cela a mené à une communautarisation, un repli sur soi* », martèle-t-elle. « *C'est pour cela que je suis contre le droit de vote des étrangers. Il vaut mieux travailler sur le parcours d'accès à la nationalité* », estime-t-elle, soutenue par son auditoire. Avant de « *regretter que les hommes (politiques) qui incarnent ces institutions (européennes) ne soient pas assez courageux. (...) J'ai vu José Manuel Barroso en Tunisie. Aucune proposition !* », assène-t-elle, dénigrant au passage le Pacte de l'immigration cher à Brice Hortefeux.

Ahamada Baroini, gérant d'une société qui pilote un projet de codéveloppement dans les Comores, prend la parole. Les deux retraités UMP râlent : « *Tu parles, les Comores, qu'est-ce qu'on en a à foutre !* », commente l'un. « *Ils ont voulu l'indépendance, qu'ils se la gardent !* », s'écrie l'autre.

Vient le temps des questions de la salle. Un maire d'une petite commune demande « *pourquoi on ne retrouve pas dans les propositions l'arrêt du rapprochement familial* ». Bruno Beschizza, secrétaire national de l'UMP à l'emploi des forces de sécurité, estime qu'il « *faut oser parler de l'avenir mais aussi du passé* ». « (Dans le codéveloppement) , *on ne doit pas donner l'impression d'essayer de racheter quelque chose de honteux* ».

Un militant d'origine maghrébine, qui se présente comme musulman, met les pieds dans le plat. « *L'immigration ne posait pas problème lorsque c'était des Polonais, des Italiens. Le problème est d'abord un problème de différences culturelles. On n'a pas suffisamment posé la question de l'identité nationale des immigrés et des enfants d'immigrés, car ils sont encore rattachés à un autre destin commun. (...) Alors ayez le courage de parler de tout !* » Tonnerre d'applaudissements très paradoxaux. « *Il y a des sujets tabous !* », regrettent en chœur les deux retraités.

« *On ne va pas se mentir, la xénophobie n'a pas été inventée dans les années 1960 avec la décolonisation* », réplique Copé, qui cite le cas d'Émile Zola, « *traité d'immigré italien* ». « *Le droit de vote, j'ai dit mon opposition* », rappelle le patron de l'UMP. « *Niet !* », s'exclame notre voisin. « *Il faut un respect des règles, il y a des droits et des devoirs. Il y a des comportements qui sont inacceptables. Si les efforts ne sont pas faits...* ». « *...Qu'il dégagent !* », coupent en chœur les deux militants.

Leur favori, c'est Claude Guéant. La convention est rendue à la moitié lorsque le ministre de l'intérieur fait son entrée dans la salle pour un discours. Les deux militants acquiescent à chacune de ses phrases. Surtout lorsque l'ancien secrétaire général de l'Élysée évoque « *le goût de l'effort qui se perd un peu* ».

- « *Le RMI, la CMU, ça va bien ! Il (l'immigré) fout rien, il bulle !* », dit l'un.

- « *Trop d'allocs !* », crie le second.

- « *Il faut qu'ils se soumettent aux lois de la République* », martèle Claude Guéant.

- « *Moi quand je vais à l'étranger, je vais pas faire la loi ! Ça me plaît, j'y reste, ça me plaît pas, je m'en vais !* »

- « *Il faut qu'ils parlent la langue* », renchérit Claude Guéant.

- « *Sinon on n'est qu'un touriste, avec un carnet de chèques et une carte bleue !* », abonde le retraité. « *On en fait rentrer un maximum. C'est la colonisation à l'envers !* », fulmine-t-il en dénonçant des frontières « *passoires* » qu'il faut « *bien fermer* ».

Retour à la table ronde : Claude Goasguen et Lionnel Luca, qui ont négocié une place sur l'estrade sans être prévus dans le déroulé des débats. « *Nous n'avons pas de chiffres (sur l'immigration) car nous avons peur des chiffres* », déplore le premier, député de Paris, qui réclame « *des registres communaux* ». Son collègue des Alpes-Maritimes acquiesce : « *La dernière fois qu'on a eu des registres communaux c'était durant Vichy. Alors évidemment les bonnes consciences morales disent "Ce n'est pas possible de faire dans la République ce qu'on a fait sous Vichy". Mais le 1^{er} -Mai, tout le monde le fête !* »

« *Tout le monde en profite !* », abonde le retraité. « *Il faut laisser Vichy de côté* », reprend Lionnel Luca. « *Il l'a dit, il va être fusillé celui-là !* », raille le retraité.

« La citoyenneté, on ne l'obtient pas dans un distributeur automatique ! »

Jean-Paul Gourévitch, consultant sur les migrations, qui publie dans « [Contribuables associés](#) », revue « *contre l'oppression fiscale et la pression des contribuables* », s'en prend lui aux « *journaux dans lesquels on nous dit que l'immigration ça rapporte* ». « *Une simple désinformation* », dénonce-t-il. « *La drogue, ça rapporte !* », ironise l'un des deux retraités. Jean-Paul Gourévitch

poursuit avec des chiffres qui tombent du ciel : *« L'immigration irrégulière coûte deux fois plus cher que l'immigration régulière et cela coûte six fois plus cher de garder un immigré que de le renvoyer dans son pays. »*

Au tour de Patrick Gaubert, président du Haut conseil à l'intégration, et auteur de rapports pour Nicolas Sarkozy. Ce proche du chef de l'État passerait presque pour un gauchiste aux yeux de la salle. Lorsqu'il intervient pour dire que *« les statistiques ethniques, pour (lui) ce sera non »* car c'est *« inacceptable »*, un concert de huées s'abat sur lui. *« Il n'y a qu'à le pendre celui-là, ça en fera un de moins ! »*, hurle le retraité à travers la salle. *« Terroriste ! »*, s'écrie son nouvel ami. Patrick Gaubert reprend et évoque *« le problème de la mixité sociale et ethnique »*. *« Des traîtres, des terroristes qu'on nourrit avec nos impôts ! »* commente le duo.

Lorsque vient le moment pour Jérôme Martinez, le secrétaire général de la Cimade, de faire connaître sa position, il sait que ça risque de mal tourner. *« Depuis 35 ans, les politiques d'immigration, de droite comme de gauche, sont fondées sur l'idée qu'il faut stopper l'immigration illégale pour favoriser l'intégration. Il est temps de faire le bilan de ces politiques »*, assène-t-il. *« C'est un collabo, ça ! »*, dit tout fort le retraité UMP.

« En fait, l'immigration irrégulière reste stable. Le nombre de sans-papiers n'augmente pas, selon les statistiques officielles. Tous les gouvernements procèdent à des régularisations. Ce qui change, c'est le mode opératoire », lance le responsable de cette association aux côtés des étrangers dans les centres de rétention administrative. *« Faire un lien comme vous le faites entre immigration et délinquance, c'est stigmatisant »*, dit-il, provoquant les sarcasmes de l'auditoire. *« Si, si, c'est vachement lié »*, estime notre voisin.

Sabrina Goldman, de la Licra, est tout aussi mal accueillie. Se démarquant du principe d'assimilation vanté par Claude Guéant, elle rappelle que l'intégration est un *« processus qui demande un effort réciproque »*. *« Si l'on parle d'un contrat, insiste-t-elle, c'est qu'il y a deux parties : ça veut dire que les personnes immigrées doivent respecter les principes de la République, et que l'État a le devoir de mener une politique publique d'intégration. »* Et quand elle poursuit en évoquant la nécessité de *« donner accès à la citoyenneté »* et de *« donner le droit de vote aux étrangers aux élections locales »*, la salle s'élève contre elle dans un concert de *« non ! »* agressifs.

Au premier rang, Jacques Myard, le sulfureux député des Yvelines, s'impatiente. Il a son mot à dire. Il s'empare du micro et se lève. *« À chaque fois qu'il y a eu un problème d'immigration dans ce pays, ça s'est toujours mal passé car c'est un*

problème culturel !», dit-il. « *Ce sont des dizaines de milliers de personnes qui vont bouger* », s'alarme-t-il. Avant de se tourner vers la représentante de la Licra. « *Donner la nation comme on donne un paquet de lessive, c'est dangereux ce que vous faites !* », s'écrie-t-il en pointant son doigt vers elle. « *La citoyenneté, on ne l'obtient pas dans un distributeur automatique !* », insiste-t-il.

« *Si c'est pour huer ou pour déformer mes propos, ne venez pas, ou ne venez qu'applaudir le discours de Claude Guéant !* », réplique l'incriminée.

Dernier quart d'heure pour les questions. Un jeune homme se présente comme « *gaulliste* », « *de père algérien, de mère française* », « *marié à une Mauricienne-Indienne* ». « *Quand j'entends ce débat, je me dis qu'on n'est pas arrivé !* », se désole-t-il. « *Moitié cochon d'Inde tout ça, on retrouvera pas les lignes génétiques !* », explique le retraité à son voisin. Un homme de couleur noire prend la parole dans le même sens, un peu hésitant. « *Il sait même pas lire !* », s'écrie la femme du retraité, sortie de son sommeil.

La salle est chauffée, des dizaines de mains se lèvent. Jean-François Copé le comprend et reprend le micro. Il invoque « *l'obligation de rendre la salle* » et invite ses militants à « *prolonger (les débats) sur Internet et à la rentrée, car nous aurons d'autres conventions* ». Lionnel Luca s'en réjouit, on reparlera de tout cela, et de « *la double nationalité* », « *à part, dans une autre convention à l'automne* ». Le thème La nationalité.

Immigration : les propositions de l'UMP pour durcir encore le droit des étrangers

À écouter Jean-François Copé à la tribune, lors de la « convention sur l'immigration » ce jeudi 7 juillet 2011, l'UMP paraît à court d'idées. Sur le fond, le débat tourne à vide. Le « pacte républicain » est déjà ficelé. Aucune nouvelle proposition n'émerge des discussions. Le secrétaire général de l'UMP liste une série de mesures vaporeuses et consensuelles visant à répondre au « *grand défi* » posé par les mouvements de population, comme organiser une conférence internationale, « *relancer* » l'Union pour la Méditerranée ou favoriser le codéveloppement, sans décrire comment y parvenir. À la traîne des décisions déjà prises par les États-membres, il évoque un « *pilotage européen* » de Schengen ou un renforcement de Frontex, l'agence de surveillance des frontières extérieures, manière de dire aux adhérents que le parti ne reste pas les bras ballants face aux « *événements politiques dans le monde arabe* ».

Il faut lire le [document de travail](#) , la « plate-forme d'idées » offerte au candidat de la majorité, pour découvrir des propositions polémiques dans le sillage des durcissements successifs de la législation depuis 2003.

En matière d'expulsions, les « efforts » déployés tout à tour par Éric Besson, Brice Hortefeux et Claude Guéant ne semblent pas suffire puisqu'il faut encore « *augmenter* » le nombre des retours forcés. Pour cela, l'UMP veut continuer d'ouvrir des places dans les centres de rétention administrative (CRA), au moment où ces [lieux d'enfermement se vident à la suite de la mise en œuvre de la réforme de la garde à vue](#). Dans la même logique, la durée de rétention serait allongée à deux mois, alors même qu'elle vient d'être portée à 45 jours dans la [loi sur l'immigration](#) publiée au « JO » le 17 juin 2011.

Le visa étant considéré comme une source d'immigration irrégulière, l'UMP propose une « *caution-retour* » pour les dossiers « *à risques* ». Concrètement, l'argent déposé ne serait rendu qu'au retour dans le pays d'origine.

Inspiré du modèle canadien, un « *système à points* » serait testé en vue de sélectionner les candidats à l'immigration du travail en fonction de leurs « *qualités* » et de leurs « *atouts* » et des « *besoins éventuels* » de la France. En même temps, l'option planificatrice est envisagée avec l'organisation, tous les deux ans, d'une conférence nationale pour « *estimer précisément* » avec les partenaires sociaux les besoins en main-d'œuvre par secteurs d'activité. L'immigration familiale est une nouvelle fois dans le collimateur. Déjà portée à 18 mois par Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'intérieur, la durée de séjour minimal avant de pouvoir faire venir sa famille serait allongée à deux ans.

En matière d'intégration, l'UMP mise sur la politique du bâton avec le conditionnement des prestations sociales au respect des obligations scolaires. Comme [le dispositif existe](#) , le parti propose de supprimer les aides en cas de non-respect du contrat d'accueil et d'intégration. Et de « *renforcer les sanctions* ».

Invité à prendre la parole, Claude Guéant, le ministre de l'intérieur et de l'immigration, a complété le tableau. Il a répété qu'il souhaitait réduire l'immigration légale de 20 000 personnes par an, car « *les capacités d'accueil de la France ne sont pas sans limites* ». Soucieux d' « *identifier les signes qui mettent en péril notre identité nationale* », il a jugé que « *l'octroi de la nationalité française devait être davantage réfléchi* » et répété sa volonté d'assimiler plutôt que d'intégrer les étrangers s'installant durablement en France. « *Nous allons élever le niveau de français pour être naturalisé. Aujourd'hui, il faut, en gros, se débrouiller. À l'avenir, il faudra atteindre le*

niveau détenu par des adolescents qui sortent du collég», a-t-il précisé. La procédure est connue : toujours plus de conditions pour être accepté.

Source TERRA : [http : //www.mediapart.fr/journal/france/070711/la-convention-ump-sur-limmigration-militants-et-elus-se-lachent_page_article=4](http://www.mediapart.fr/journal/france/070711/la-convention-ump-sur-limmigration-militants-et-elus-se-lachent_page_article=4)